

**Conseil interministériel du tourisme**  
**- Attractivité - Communiqué du**  
**ministère de l'économie et des**  
**finances**

(Paris, 19 janvier 2018)

Un Conseil interministériel du tourisme (CIT) s'est tenu le vendredi 19 janvier à Matignon, sous la présidence du Premier ministre. Dans cette configuration, le CIT se tient tous les six mois : il réunit les ministres concernés, les élus et les professionnels du secteur autour d'une feuille de route définie à l'avance. Il scande ainsi l'action de l'Etat autour de projets concrets.

Le CIT du 19 janvier 2018 a d'abord fait un point sur la mise en oeuvre des mesures adoptées lors du CIT du 26 juillet 2017. Il a ensuite adopté de nouvelles mesures autour de deux axes : la promotion de la destination France et l'investissement. Il a aussi annoncé un plan d'actions en faveur de la gastronomie, facteur majeur d'attractivité de la France.

Pour ce qui concerne la mise en oeuvre des mesures du CIT de juillet 2017, 8 nouveaux pays ont été inclus dans le programme du MEAE (ministère de l'Europe et des affaires étrangères) de délivrance des visas en moins de 48 heures. Les résultats sont probants ; ainsi ; les visas accordés à la Russie ont augmenté de 60% en 2017. En matière de réduction des files d'attente aux départs et aux arrivées des aéroports franciliens, une batterie de décisions a été prise, comme le déploiement de 335 effectifs supplémentaires sur Orly et Roissy, le déploiement de 90 SAS biométriques à reconnaissance faciale d'ici la saison estivale 2018 ou la mise en place d'un outil automatique de mesure du temps d'attente en temps réel.

Pour ce qui concerne les mesures en faveur de la promotion et de son financement, une réforme du mécanisme de la recette visa allouée à la promotion a été décidée. Le mécanisme actuel jusqu'à présent, qui alloue (en année n) au GIE (groupement d'intérêt économique) Atout France une fraction de la variation, entre l'année (n-2) et l'année (n-1) est procyclique, puisqu'elle est de nature à tarir ce financement lorsque les arrivées baissent. Désormais, un taux de 3% du montant total de la recette de l'année (n-1) sera appliqué. La recette ainsi générée sera répartie entre le financement des vacataires nécessaires à la délivrance des visas (25%) et le financement de la promotion de la France assurée par le GIE (75%). Ainsi, sur la base du montant total de la recette visas en 2017, cette formule permettra d'assurer 4,5 millions d'euros de recettes. Par ailleurs, il faut aussi faire mention d'un autre apport de l'Etat : 2,5 millions d'euros (à partir de 2019) au titre de la valorisation de la gastronomie française. Par ailleurs, l'effort de l'Etat provoque un effet de levier important, puisque des grands acteurs du tourisme ont annoncé leur intention de contribuer au financement de la promotion (6 millions d'euros supplémentaires sont attendus pour 2018).

En matière de financement de l'investissement, la Caisse des dépôts (CDC) amplifiera, via sa section générale, ses interventions en tant qu'investisseur territorial, portant son enveloppe de fonds à 500 millions d'euros sur les 5 prochaines années. Elle contribuera ainsi à réaliser près

de 3,5 milliards d'euros d'investissements, en faisant levier sur les autres investisseurs, publics ou privés. Par ailleurs, la CDC et BpiFrance renforceront le «prêt hôtellerie» dédié aux PME. Le plafond du prêt passera de 400.000 euros à 1 million d'euros. De plus, le fonds d'investissement en fonds propre de la BPI, France Investissement Tourisme (presque entièrement consommé), passera de 100 millions d'euros à 200 millions d'euros. En outre, BpiFrance va lancer un «Accélérateur PME» spécifiquement dédié au tourisme, qui complètera le réseau d'incubateurs France Tourisme Lab, soutenu par Bercy.

Egalement pour soutenir l'investissement, un front office «ingénierie» est créé pour appuyer le montage des projets touristiques. Logé à Atout France et associant la CDC et la future Agence nationale des territoires, ce front office, baptisé «France Tourisme Ingénierie» accompagnera les territoires et les porteurs de projets privés. Enfin, un chantier de simplification a été annoncé, concernant par exemple la réforme du classement des offices de tourisme.

Par ailleurs, une convention Culture - Tourisme a été signée à l'occasion de ce CIT entre les ministères de la Culture, de l'Europe et des affaires étrangères et de l'économie et des finances. Enfin, la reconduction de quatre contrats de destination a été signée (Biarritz destination golfe, Lyon cité de la gastronomie, Val de Loire, Bordeaux)./.

(Source : site du ministère de l'économie et des finances)